

# L'AVANT-GARDE

## Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4»—  
Six mois . . . . . » 2»—  
Trois mois . . . . . » 1»—  
Pour l'Etranger le port en sus.

POUR LA FRANCE

Un an . . . . . Fr. 8»—  
Six mois . . . . . » 4»—  
Trois mois . . . . . » 2»—  
Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

### AVIS

Nous prévenons nos abonnés qui reçoivent le journal depuis le 1<sup>er</sup> Avril, qu'avec le prochain numéro nous prendrons un remboursement de fr. 2, équivalent de leur second semestre d'abonnement.

### ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(SUITE)

Dans un premier article, nous avons mentionné les périodes successives de l'évolution d'un peuple contemporain. Cela va nous permettre aujourd'hui de préciser le moment que traverse le nouvel empire d'Allemagne ; et, les circonstances dans lesquelles le parti démocrate-socialiste a été appelé à se mouvoir étant connues, il nous sera possible de fixer le rôle politique qu'il devait jouer et de nous demander s'il a su le remplir.

Nous avons d'abord montré l'existence de trois périodes principales : l'une qui conduit à la monarchie absolue comme la comprennent les modernes ; une autre qui aboutit à ce terme : la république majorale ; et une troisième, — prévue seulement encore par la théorie. — et qui nous fera vivre au sein d'une organisation sociale basée sur le groupement libre des collectivités et des individus.

Nous désintéressant ensuite des deux périodes extrêmes, nous avons porté toute notre attention sur la période moyenne, sur cette période contemporaine que nous traversons maintenant en Europe à peu près dans tous les pays, et que remplit l'histoire du règne de la bourgeoisie. Là, nous avons signalé les formes politiques suivantes : la monarchie avec charte octroyée, la monarchie censitaire, la constitutionnelle, la république bourgeoise, et comme dernier terme, — en admettant que jamais il se réalise, — la république vraiment majorale, la république démocratique et sociale.

Voilà à peu près le point où nous en étions arrivés dans notre dernier article.

Selon nous, l'Empire allemand est une monarchie constitutionnelle qui marche à pas de géant vers l'établissement d'une république bourgeoise.

Que l'Empire allemand soit déjà une monarchie constitutionnelle, nul ne le conteste, personne n'en doute, et ses juristes s'en vantent. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de jeter les yeux sur la constitution

du 16 avril 1871 qui l'a érigé. Cette constitution qui attribue au roi de Prusse la dignité impériale et la déclare héréditaire dans sa famille, limite le veto de l'Empereur à certaines questions d'ordres militaires et financier ; quand au pouvoir législatif, il est confié à l'ensemble de deux chambres de représentants : l'une, le Conseil Fédéral (*Bundesrath*) est composée des délégués nommés par les assemblées des différents Etats de l'Allemagne ; l'autre, sorte d'assemblée nationale (*Reichstag*) est élue au suffrage direct, et se dit au même titre que les autres parlements occidentaux la représentation de l'ensemble du peuple allemand.

Il y a quelque temps à peine, le grand chancelier de l'Empire, M. le comte de Bismark, se plaignait amèrement, dans une de ces conversations qu'il aime à avoir avec les journalistes, que les regards de l'Europe se portassent tour à tour de la chambre des Communes anglaises à l'assemblée nationale en France, sans s'arrêter un seul instant sur les débats du Reichstag allemand. Cette indifférence n'était cependant pas étonnante. Comme le corps législatif du premier Empire français, l'assemblée allemande était un corps sans vie ; certes, le Parlement allemand avait des droits autrement étendus que la chambre des valets de Bonaparte, mais ces droits inscrits dans la constitution ne servaient pas dans la pratique ; les groupes parlementaires trop patriotes étaient devenus même incapables de les lire, ivres ou aveuglés qu'ils étaient par l'éblouissement que répandait l'auréole de gloire militaire de Bismark et de son Empereur.

Bientôt les choses changèrent. Les cinq milliards de la rançon dévorés, les frais d'entretien d'une armée admirable et chèrement outillée retombèrent de tout leur poids sur les seules épaules allemandes. La taxe des impôts monta rapidement, l'industrie nationale chôma, la crise et la gêne se répandirent partout, et les fumées de la gloire s'évaporèrent bien vite dans le cerveau d'hommes aussi pratiques que le sont les hommes allemands. Nos patriotes se mirent à faire des niches à leur grand homme et à leur glorieux Empereur.

Les luttes parlementaires et les oppositions constitutionnelles commencèrent. M. le comte de Bismark pouvait être content, car l'Europe allait concentrer avidement son attention sur les affaires intérieures de son pays. Le combat serait chaud dans une assemblée aussi divisée que l'était l'assemblée allemande ; impérialistes, conservateurs, conservateurs libéraux, centre ul-

tramontain, nationaux-libéraux, danois, alsaciens-lorrains, progressistes, démocrates, socialistes, devaient se faire une arme, une vérité de cette constitution qu'on avait laissé dormir, et le chancelier de l'Empire aurait à défendre toujours son autorité, quelquefois sa situation, en s'appuyant alternativement sur les plus puissants de ces divers partis. Où devait conduire la bataille ? où aboutit toute lutte entre une assemblée que le peuple a nommée et un roi, c'est-à-dire, tôt ou tard, à la République. Tout homme connaissant l'histoire des assemblées sera d'accord sur ce point.

Oui, par les clairvoyants, la République allemande était prévue ; c'était là le résultat fatal de l'agitation parlementaire qui commençait. Mais les plus ardents, en comptant la poignée de démocrates (*Volkspartei*) que contenait le Reichstag croyaient fort éloigné encore le moment d'instauration de cette forme de gouvernement.

Lorsque tout-à-coup un double attentat vient précipiter les événements. Hödel, le pauvre ouvrier, Nobiling, le docteur instruit, choisissent pour cible le vieux Guillaume. Leurs coups de feu retentissent dans le frémissement de l'avenue des Tilleuls, et si Hödel manque le but, Nobiling, plus adroit, vise mieux et le touche : les chevrotines s'enfoncent dans les bras, le visage, le casque, du bonhomme, et, comme le point de mire est touché, le noir de la cible atteint, la grande figure de la République allemande surgit aux yeux de tous, au dessus de la voiture où git étendu, presque frappé à mort, le corps du vieil Empereur, symbole ensanglanté de la monarchie qui s'éteint.

Oh ! qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous ne voulons pas dire qu'il suffise de tuer un roi pour abattre une monarchie, de supprimer un représentant pour faire disparaître un principe. Nous savons parfaitement au contraire, que lorsque une institution est conforme à la nature des choses la mort de son représentant ne l'atteint pas, et que pour qu'elle succombe, il faut la ruine des conditions dont elle n'est que la résultante visible. Si nous pouvions l'oublier l'affaire de l'avenue des Tilleuls elle-même serait là pour nous le rappeler : la figure entrevue de la République allemande a disparu bien vite derrière celle plus vivante d'un prince impérial, prenant d'une main plus jeune et plus forte que celle de son père les rênes du gouvernement.

Mais ce que nous avançons, ce qui de tous points est incontestable, ce sont ces vérités : le double attentat de Hödel et de Nobiling a dévoilé le progrès étonnant, et de

peu soupçonné, qu'a fait dans les profondeurs des masses allemandes l'idée républicaine; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par la publicité qui l'a entouré, par la conduite courageuse des deux martyrs, a centuplé dans le peuple la propagande républicaine; le double attentat de Hödel et de Nobiling, par les complications parlementaires qu'il a amenées, a avancé l'heure de la crise, la solution du combat engagé entre le Reichstag et Bismark représentant de l'Empereur; le double attentat de Hödel et de Nobiling est le véhicule de la République allemande.

Dans les masses, l'idée de la négation de la monarchie se confond presque toujours avec celle de la suppression du monarque. En même temps donc qu'un homme du peuple devient républicain un roi devrait être mort; et bientôt la fécondité des familles royales ne suffirait plus à la fabrication des tyrans. Mais hélas, les choses ne se passent pas ainsi, parce que l'abnégation de soi n'est pas innée au cœur de l'homme. Quand un républicain s'expose à tirer sur un roi, on peut être certain que cent mille pensent comme lui; qu'à cent mille l'idée est venue de tuer; mais, qu'un seul a eu le courage de donner suite à cette idée, et d'exposer sa vie pour le triomphe de sa cause.

Au lendemain de deux attentats contre l'Empereur, on pouvait être certain que le peuple allemand pensait déjà à la République. Qui en douterait aujourd'hui, après l'explosion du sentiment populaire qui a eu lieu, et la file qui se déroule des crimes de lèse-majesté?

Après le retentissement des affaires de l'avenue des Tilleuls, devant le couragement de Hödel, après les lents et pénibles martyrs de Nobiling, qui donc en Allemagne ne s'est pas demandé quelle chose ils voulaient, et si cette chose était juste? L'esprit de chaque homme allemand s'habitue à l'idée de l'absence d'un Empereur, et déjà de nombreux paysans la désirent.

Enfin, comme nous l'avons dit, ces événements ont précipité les péripéties de la bataille parlementaire. Le pouvoir en a naturellement méconnu la signification; au lieu d'y voir un besoin plus grand de liberté pour le peuple, il a cru y reconnaître un résultat des écarts de la liberté. De là, lutte non seulement contre les démocrates-socialistes, mais de plus, lutte contre tous les partis libéraux; demande de lois exceptionnelles qui, votées ou refusées amèneront le triomphe du pouvoir parlementaire et la chute de l'Empereur, c'est-à-dire la République.

L'Allemagne donc traverse, en ce moment, la période bourgeoise contemporaine, cette période qui va de la monarchie absolue à la République des majorités.

Mais la France a fait ce chemin! trois fois elle est allée. véritable période politique, jusqu'à la République, en passant par les mensonges des libertés constitutionnelles, et trois fois elle en est revenue! Qui donc n'a pas dans la pensée les trois périodes que ces dates représentent:

1789 — 1790 — 1792;  
1804 — 1830 — 1848;  
1852 — 1869 — 1870?

Qui ne revoit ce benêt de Louis XVI laissant, à la voix de Mirabeau, tomber sa couronne dans une assemblée, et, à la voix du peuple, sa tête dans un panier?

Qui n'a pas lu l'épopée de notre premier Empire? Qui n'a pas entendu parler de ces

Bourbons et de leur charte, que le cosaque importe et que les « glorieuses » emportent? De la « meilleure des Républiques » proclamée par Lafayette; enfin, de cette jolie « Marianne » qui parut au-dessus des banquets réformistes et qui s'avança souriante dans le soleil légendaire de Février?

Nous avons presque tous vu le coup d'Etat crevant la maison Sallandrouze; sifflé le « spectre de décembre » écrivant sa lettre du 19 Janvier; ri de Rochefort allumant sa Lanterne; admiré Flourens ce passant héroïque à ceuf des barricades; et enfin rejetant en dehors des frontières l'aigle empaillée impériale que l'aigle de Prusse venait heureusement d'éventrer.

Où en est donc l'Allemagne? en 1789, en 1848, ou en 1870?

(A suivre.)

## Correspondances.

### France.

Il m'est impossible cette quinzaine de vous tenir renseignés, d'une façon complète, sur tous les faits politiques et sociaux dont la France a été le théâtre. La place que vous me consacrez habituellement dans vos colonnes n'y suffirait pas. Je me bornerai donc au récit et aux appréciations des événements qui ont eu une certaine importance.

A ce point de vue, arrive en première ligne l'histoire de notre Congrès ouvrier international.

Comme je vous l'ai écrit, et comme vous l'avez annoncé dans votre dernier numéro, ce Congrès avait été interdit par les autorités, mais les délégués avaient courageusement résolu de le tenir quand même, et pour éviter de tomber sous le coup de la loi qui vise les réunions publiques ils s'étaient décidés à la tenir au domicile de l'un d'eux.

A cet effet, le citoyen Finance, ouvrier peintre, loua le local du cercle de la rue des Entrepreneurs (n° 104). Pour le récit des faits qui s'y sont accomplis, je laisse la parole à un témoin oculaire dont je vous garantis l'impartialité. Ce récit a déjà été inséré dans le journal parisien « la Marseillaise. »

« A huit heures moins dix, en même temps que les citoyens Guesde et Deville, se présentaient devant le n° 104 de la rue des entrepreneurs, de nombreux fonctionnaires de la police, parmi lesquels M. Clément qui procéda immédiatement et sans rime ni raison, à l'arrestation du citoyen Guesde.

« A huit heures cinq minutes frappent à la porte les citoyens Chabry et Deville; M. Clément s'avance, et sur la réponse de ces deux citoyens qu'invités par le citoyen Finance à passer la soirée chez lui, ils se disposent à entrer, il leur demande leurs noms et qualités qu'ils déclinent sans difficulté.

« M. Clément, loin de dire que la réunion était interdite, dit alors textuellement: « Remarquez bien, Messieurs, que nous ne vous empêchons pas d'entrer, et que, si la porte n'est pas ouverte, c'est que M. Finance ne veut pas l'ouvrir. » Il fait même reculer un brigadier de gardiens de la paix qui se trouvait près de la porte.

« Un instant après, le citoyen Finance ayant ouvert la porte, le citoyen Deville entre après lui avoir présenté sa carte d'invitation. Pendant que le citoyen Finance l'exa-

mine, de nombreux agents commandés par M. Fouqueteau, se précipitent violemment sur lui et le saisissent; le citoyen Deville est arrêté dans la salle.

« Sont conduits au poste de la rue Violet les citoyens Finance, Gabriel Deville, Chabry, Schumann, Massard, et Coueste; ils y retrouvent le citoyen Guesde.

« Ces divers citoyens brutalisés par les agents subalternes, sont interrogés et fouillés; ils sont ensuite conduits respectivement à leurs domiciles, où l'on procède à de minutieuses perquisitions, et de là, dirigés sur le Dépôt.

« Seul, le citoyen Deville est mis en liberté à onze heures du soir.

« En outre des personnes plus haut désignées, a été arrêté aussi un citoyen allemand, qui résidait à Paris depuis longtemps, Karl Hirsch. »

Tels sont les faits que vous me permettez de faire suivre de quelques appréciations.

La conduite des délégués du Congrès a toute notre approbation. Dans l'impossibilité absolue d'une résistance insurrectionnelle, la fermeté avec laquelle a été conduite cette résistance légale mérite toutes nos sympathies. Les bons résultats ne se sont pas fait longtemps attendre, et ce Congrès a produit une émotion publique autrement forte que celle qui eut résulté d'un Congrès librement tenu.

Nous ne savons si tous les socialistes qui ont été mêlés à ces derniers événements se sont rendu compte du caractère de leur activité, mais ce qu'ils viennent d'accomplir, qu'ils nous permettent de le leur dire, est, tout bonnement et simplement, un acte de propagande *par le fait* contre l'Etat. La résistance pacifique aux autorités n'est certainement pas un *fait insurrectionnel*, mais dans le cas dont il s'agit, cette résistance a été un *fait légal* à portée nettement anarchiste: les socialistes du Congrès de Paris n'ont pas organisé une attaque directe et violente contre l'Etat, mais ils ont donné au peuple une démonstration, plus que *théorique, concrète*, de la nature tyrannique et essentiellement bourgeoise de cette institution. \*)

Quel doit être, en effet, dans une République, le but à poursuivre par la propagande? convaincre les ouvriers que sous la république comme sous l'empire ou la monarchie, tous leurs intérêts sont sacrifiés, leurs droits méconnus, et les privilèges bourgeois garantis; il faut leur montrer du doigt

\*) Les plus actifs des organisateurs du Congrès de Paris, Guesde, Massard, Deville, sont d'ailleurs des anarchistes. Le citoyen J. Guesde s'en est expliqué nettement dans une brochure publiée en 1878. Nous en extrayons le passage suivant:

« D. — L'Etat, convaincu par sa constitution même de ne pouvoir donner qu'une loi arbitraire, partielle, violatrice des droits et des intérêts de ceux-ci ou de ceux-là, ou, ce qui revient au même, d'être incapable de donner la loi sociale, doit donc être détruit? »

R. — Sans aucun doute. Instrument de règne d'un homme ou d'une classe sur les autres hommes ou les autres classes, il ne saurait échapper aux coups de ceux qui poursuivent l'égalité sociale.

D. — Mais peut-il l'être? Est-il possible, en d'autres termes, de concevoir, d'obtenir une société sans Etat?

R. — Assurément. Il suffit pour cela que la société soit organisée ou réorganisée de telle sorte que chacun des êtres qui la composent soit également avantage, et ait par suite un égal intérêt à sa conservation. L'Etat devient alors inutile; l'ordre qu'il a pour unique mission de maintenir et qu'il ne maintient qu'artificiellement et incomplètement, à un prix de sang et d'argent de plus en plus énorme, résultant naturellement, nécessairement de l'égalité satisfaction des besoins de tous. »

la « République aimable » montant la garde, veillant l'arme au bras autour du capital, et, jalouse de ses aînées, prête à couler en joug et à fusiller le travail.

Semblable démonstration ne saurait se faire dans un jour, mais pour qu'on l'accomplisse, il faut naturellement l'entreprendre. La tenue d'une foule de Congrès internationaux, à propos de l'Exposition universelle, a fourni l'occasion de la commencer. La mise en dehors du droit commun de la partie socialiste de la classe ouvrière était bonne pour cela, mais elle eut été trop peu connue, si quelque acte de fermeté dans la résistance n'eut appelé l'attention de tous, et pénétré très avant dans le pays.

Il existe en France une loi sur les réunions publiques. Elle date de 1868; elle a donc une origine impériale. Pour se réunir publiquement à certains moments de l'année, il faut une autorisation du gouvernement. Cette autorisation a été donnée, non seulement donnée mais offerte, à toutes les classes de la société; les classes bourgeoises en ont profité pour venir défendre, dans des congrès internationaux, la propriété littéraire, la propriété industrielle, et tous les intérêts de la bourgeoisie. Les ouvriers socialistes ont demandé l'autorisation; elle leur a été refusée. Et en ce moment même, à Chartres, se réunit un Congrès ouvrier international catholique où M. le comte de Mun, ancien cuirassier, fait librement ses discours de prêtre, pourvu que comme exorde et péroraison il fasse résonner sur sa cuirasse le bruit de ses *mea culpa*.

La minorité de la commission organisatrice a passé outre sur ce refus d'autorisation, et a décidé pour éviter de se placer sous le coup de la loi de 1868, de tenir le Congrès au domicile de l'un de ses membres. Cette minorité a eu raison. Le refus d'autorisation, la mise en dehors du droit commun de la partie socialiste de la classe ouvrière, serait passée inaperçue; il fallait la souligner.

Le gouvernement ne s'est pas tenu pour battu. Plutôt que de rester impartial entre les riches et les pauvres, il a pris parti pour ceux-là contre ceux-ci, et pour le faire il n'a pas hésité devant une violation de domicile. Comment couvre-t-il cette violation d'une ombre de légalité? il va plus loin que la loi sur les réunions publiques; il suppose gratuitement que la tenue du Congrès est une des réunions d'une association non autorisée, disons le mot: de la terrible Internationale!

Le gouvernement ment, et il le sait.

Les trois citoyens qui sont les seuls retenus, Guesde, Finance, Hirsch, dont aucun n'est membre de l'Internationale, seront donc poursuivis pour violation de la loi de 1868 sur les réunions publiques, pour violation des articles 291 et 292 du code pénal, (articles concernant le droit d'association) pour résistance aux autorités lorsque ce sont eux qu'on a maltraités, et enfin pour affiliation à l'Internationale (loi Dufaure de 1872).

Nous regrettons naturellement que les citoyens Hirsch, Finance et Guesde, aient à supporter les conséquences de leur fermeté, mais ce sacrifice était nécessaire pour agiter les masses, et souligner la mise hors du droit commun du prolétariat tout entier. A eux maintenant de profiter de la publicité qu'aura leur procès, de saisir une de ces occasions où la voix humaine traverse le pays et passe les frontières, pour répandre

partout les deux principes de la propriété collective et de la négation de l'Etat bourgeois.

L'émotion dans le pays est profonde. Les délégués des différents syndicats protestent dans les journaux contre l'interdiction du Congrès et l'arrestation de leurs compagnons, et M. Louis Blanc lui-même, au nom de l'extrême gauche, et de quelques députés présents à Paris, écrit une lettre à M. de Marcère, pour se plaindre des illégalités commises par le gouvernement. Il va sans dire que M. L. Blanc, *le communiste de 1848*, renie les principes *des communistes de 1878*, et que si sa bravoure va jusqu'à blâmer le ministère, elle ne va pas jusqu'à nous annoncer une interpellation et une mise en accusation.

Quant aux socialistes qu'on a relâchés, ils ne se sont pas refroidis, et on annonce qu'ils vont faire paraître un nouveau journal hebdomadaire qui, sous un autre nom, serait la continuation de l'*Egalité*. Ce journal se nommera: *La République démocratique et sociale*.

### Allemagne.

« J'arrive d'Allemagne et, dans une petite ville du royaume de Wurtemberg, qui faisait jadis partie de la Confédération helvétique, il m'est arrivé une petite anecdote que je tiens à vous raconter.

L'auberge où j'étais entré était pleine de monde. C'était le soir du marché. A droite, à gauche, partout, songeant, causant, autour des tables jaunes, dans les nuages de leurs pipes de porcelaine, les paysans montraient leur peau rasée et leurs figures malignes, gaies ou tristes, selon la chance du matin. Dans un coin, une longue houppelande brune s'enlevait sur l'étrange costume blanc de peau de mouton retournée; au beau milieu de la salle, éclatait le rouge écarlate d'une longue veste rayée de ces boutons de métal poli que les lampes allument. Vivement, à travers les tables, la fille allait, venait, courait, plaçait devant chacun, avec une sous-tasse et un sourire, le verre au blanc faux-col, rempli d'une bière excellente, de cette bière plus claire et plus blonde qu'elle, et comme elle, fille du Wurtemberg. Je croyais avoir donné tête-bêche dans une toile des flamands.

Mais deux sous-officiers prussiens, accoudés sur leurs mouchoirs à la table voisine, buvant à faire éclater le casque à pointe par les vapeurs de l'alcool, et par ci, par là, une figure hâve, une blouse sale et trouée, m'ont rappelé que nous étions au temps des grands canons et des superbes machines, au siècle du progrès.

Je m'étais attablé avec un forestier, chasseur comme tous les hommes de la Forêt-Noire. La conversation, et les chopes — cela va sans dire — allaient leur train. Les grains de plomb roulaient dans nos sous-tasses, car à chaque verre la fille en glissait un nouveau, en vertu de ce proverbe: Les bons comptes font les bons amis. Mais qui donc, sans aller sous la table, eût tenu tête à mon forestier?

— Vous boirez donc, lui dis-je, jusqu'à ce que vous en ayez assez pour charger votre fusil?

— Oh! me répondit-il avec calme, les chevrotines valent mieux. Nobiling était un homme sage, et qui savait ce qu'il faisait. Je l'aime et je l'estime. Et vous? ajouta-t-il.

— Beaucoup, repliquai-je; en ma qualité

de médecin je crois, en effet, fort souvent efficaces les pilules du docteur Nobiling.

Les sous-officiers prussiens continuaient de leurs langues épaisses à parler des crimes de lèse-majesté.

—

Le docteur Nobiling est mort.

### Russie.

Ceux qui ont exécuté Mézentsoff n'ont pas encore été découverts. La police, hébété, se jette partout, saisit qui lui tombe sous la main, remplit les prisons... Mais hélas! les socialistes révolutionnaires s'en moquent et continuent leur œuvre sous le nez de tous les hauts et petits fonctionnaires.

Ce qui est du vrai guignon pour ces messieurs, c'est qu'une brochure, qui explique pourquoi Mézentsoff a été exécuté, vient de se répandre en masse de sous les presses de « l'Imprimerie Libre de Pétersbourg » (évidemment imprimerie clandestine). Voici quelques extraits de cette brochure:

« Nous déclarons — disent les auteurs — que ce meurtre, qui n'a pas été le premier, ne sera pas non plus le dernier, si le gouvernement continue à persister dans sa manière d'agir. Le but que nous, socialistes, poursuivons, — c'est l'abolition de l'inégalité économique, qui est la cause première de tous les maux de l'humanité. La forme que le gouvernement revêt, nous touche peu, et au début nous nous abstenions de toute lutte politique. D'autant plus nous abstenions-nous des mesures sanglantes. Mais le gouvernement lui-même nous a lancés dans la voie sanglante que nous suivons aujourd'hui. C'est lui qui nous a mis dans les mains le poignard et le revolver.

Il nous a forcés de suivre cette voie, en se jouant cyniquement de la vie de centaines et de milliers d'êtres humains, et par le mépris hautain qu'il a toujours témoigné pour tous nos droits. Notre liberté, notre vie, celles de tous nos amis ont été livrées à l'arbitraire d'une poignée de gendarmes!

« Où donc devons-nous chercher la défense de nos droits les plus sacrés, de notre liberté et de notre vie? Nous adresser à la société, à la presse? — Mais toutes nos souffrances, nos procès, nos condamnations n'étaient-elles pas un cri continu adressé à tous ceux qui auraient encore conservé une étincelle d'humanité? Et comment la société libérale nous a-t-elle répondu, lorsqu'elle entendait parler de centaines de socialistes amenés à la mort lente dans les prisons, de centaines d'autres condamnés au même sort, des atrocités mises en pratique contre nous? Nos misérables libéraux ne savaient que pleurnicher. Dès qu'on leur parlait de quelque protestation active, ouverte, — ils pâlissaient, tremblaient et se cachaient misérablement.

« Et la presse? A-t-elle proféré un seul mot en notre faveur?... Elle gardait le silence. Silence dans la société, silence dans la presse! Nous, socialistes, nous étions livrés à une poignée de gendarmes.

« Que nous restait-il à faire? Qu'on nous réponde!

« Alors, nous avons institué notre propre tribunal pour juger les auteurs des crimes commis contre nous, — un tribunal, juste et sévère comme les conditions dans lesquelles le gouvernement nous a placés. Ce tribunal a trouvé que le général Mézentsoff avait mérité la mort pour ses crimes envers les socialistes; et l'arrêt de ce

tribunal a été exécuté à Pétersbourg, le 16 août 1878.

Voici les crimes du général Mézentsoff :

1. Il a surtout contribué à ce que l'arrêt du Sénat dans le procès des 193 (arrêt relativement modéré) a été aboli, et qu'on a fabriqué un nouvel arrêt, qui envoie 25 personnes aux travaux forcés dans les prisons centrales.

2. Lorsque trente de nos camarades, enfermés dans la forteresse de Pétersbourg, ont exigé qu'on leur donnât un peu plus d'air et de promenade, absolument nécessaires pour leur santé, minée par quatre ans de prison préventive cellulaire, — ce fut Mézentsoff la cause du refus signifié à nos camarades. Alors, les détenus refusèrent toute nourriture. Et Mézentsoff eut l'inhumanité de laisser ces hommes faibles et malades rester sans rien manger pendant six jours. Et lorsqu'il apprit les suites funestes qu'avait eues ce refus de nourriture, au septième jour, il eut recours à la fourberie la plus ignoble.

3. Il donna l'ordre d'assommer les détenus à coups de poings, lorsque, ayant appris cette fourberie, ils renouvelèrent leur protestation.

4. Le général Mézentsoff a été l'auteur principal et l'inspirateur des persécutions et condamnations subies par les socialistes sur toute l'étendue de la Russie, et principalement à Odessa.

«Voilà pourquoi nous avons exécuté Mézentsoff. Et sachez, messieurs les administrateurs et gendarmes, qu'avec toutes vos armées, vos polices, vos prisons et vos persécutions, vous êtes impuissants envers nous. Vos exécutions ne nous feront pas reculer; et vous n'éviterez pas, d'aucune manière, notre vengeance. Sachez que nous ne faisons jamais de vaines menaces! Notre tribunal sera suspendu sur vos têtes et répondra par la mort à chaque férocité de votre part.

«Pensez-y et écoutez ce que nous exigeons de vous : 1. La suspension des persécutions pour l'expression des opinions quelles qu'elles soient, par la parole et par la presse. 2. Abolition de tout arbitraire administratif, et jugement par le tribunal du jury populaire. 3. Complète amnistie pour tous les condamnés politiques sans distinction de catégories ou de nationalités.

«A vous, nous ne demandons que cela, car nous donner plus, n'est pas dans votre pouvoir. Le reste est dans les mains de la bourgeoisie, et c'est à elle que nous l'arracherons avec sa vie. Mais cela, ce sont nos comptes avec elle, — ne vous en mêlez pas! »

Pour répondre à cette proclamation, le gouvernement vient de publier un appel à toutes les classes de la société. Il les convie à se grouper autour du gouvernement, et à lui venir en aide « pour déraciner complètement la doctrine perverse du socialisme. » Oui, les affaires vont bien mal pour ce pauvre gouvernement, si, avec ses millions de soldats et ses centaines de mille policiers, gendarmes et mouchards, il se sent toujours impuissant pour lutter avec les socialistes, et veut soulever toute la société en bloc contre leur organisation.

P. S. — Encore une bonne nouvelle! Un de nos camarades, qui avait pris part à la tentative d'évasion de Voinaralsky et qui avait été arrêté quelques jours plus tard, en se défendant à coups de revolver, — vient

de s'évader de la prison de Kharkoff avec onze détenus pour des crimes de droit commun. Il aurait été certainement fusillé, s'il était resté dans les mains du gouvernement.

### Angleterre.

#### Congrès des Trades'Unions.

Le 11<sup>e</sup> congrès des Trades'Unions s'est ouvert à Bristol le lundi 9 septembre. Nos lecteurs savent ce que sont les unions anglaises. Au début, elles ont été l'expression la plus avancée des revendications ouvrières; avec le temps, leurs officiers ont su faire étendre leur pouvoir à l'aide de petites concessions arrachées au gouvernement et habilement exploitées par eux devant leurs électeurs. Maintenant, ces messieurs forment un véritable gouvernement ouvrier en rapports très-satisfaisants avec le gouvernement bourgeois. Un comité parlementaire a été créé par le congrès d'il y a 5 ou 6 ans, et c'est le véritable pouvoir ouvrier; ses membres souvent en contact avec des gens qu'ils reconnaissent d'une classe supérieure à la leur, ont pris des manières distinguées. Dans leurs congrès, ces messieurs affectent maintenant le grand genre, la dignité, les nobles formes parlementaires. Ils ont naturellement accaparé les journaux dits ouvriers, et les consacrent à s'entre-féliciter, à vanter leurs victoires passées et surtout leurs victoires à venir. D'ailleurs point de notes discordantes. De petites escarmouches courtoises avec les organes bourgeois donnent aux meneurs ouvriers un air très-progressiste. Quant aux observations qui pourraient venir d'en bas, c'est-à-dire des électeurs de ces messieurs, elles sont expurgées ou étouffées; les ouvriers liés aux unions par des longues souscriptions régulièrement payées et par quelques minces secours occasionnels, sont aussi soumis que possible. Il y a d'ailleurs parmi eux un bon nombre de franchement réactionnaires, et les autres ne pouvant s'entendre, se concerter, sans organes, sans réunions, sont tout à fait à la merci de leurs élus, devenus leurs maîtres. Cette organisation, idéal de l'Etat ouvrier, doit être considérée comme le plus fort appui de la réaction. Si elle était prospère, ce serait un gouvernement encore plus difficile à détruire que les autres, ces derniers sont, en effet, soutenus par des mercenaires abrutis, enivrés. Les trades'unions auraient pour défenseurs les ouvriers soi-disant honnêtes, voulant conserver l'épargne péniblement faite sur leur travail. Heureusement pour l'avenir du prolétariat, ces unions d'ouvriers sont devenues tout à fait impuissantes en présence des unions de patrons. Elles courent à leur ruine, elles n'ont plus qu'une vie factice, elles n'ont eu cette année que des défaites à enregistrer. Encore quelques luttes pareilles, et les ouvriers qui ont trouvé les contributions lourdes, les secours de plus en plus maigres, comprendront que ces organisations paisibles ont fait leur temps et doivent être remplacées par les revendications *fortement* révolutionnaires.

Ceci dit, donnons un résumé des débats, je veux dire des discours de ce congrès, en omettant les immanquables propositions de remerciement, secondées, puis votées à tous les présidents, rapporteurs et orateurs.

140 délégués sont présents. Le président temporaire, M. Bayley de Liverpool, sou-

haite la bienvenue et exprime son espoir que les unions seront aussi utiles dans l'avenir que dans le passé. « Pendant l'année passée, elles ont essuyé des défaites dans le Lancashire, à Londres et ailleurs, mais elles ne sont pas démoralisées. Les employeurs ont maintenant une forte fédération, mais les ouvriers doivent bientôt étendre leurs lignes et en avoir une plus forte. »

Nomination du conseil : F. Jones, de Bristol, président, etc.

M. Broadhurst, secrétaire, lit le rapport du Comité parlementaire. C'est un chef-d'œuvre qui mériterait reproduction *in extenso*; nous ne pouvons, à notre regret, qu'en citer les traits principaux aussi textuellement que possible. Le comité félicite le congrès des progrès du projet de loi sur la responsabilité des patrons en cas d'accident. La question a fait d'immenses pas — dans l'attention publique. La dépression des affaires causée par la spéculation sans frein et l'état d'agitation de l'Europe, va disparaître; maintenant que la guerre a cessé (pour combien de temps?), les affaires vont sans doute reprendre au printemps. Il y a eu deux grandes grèves, celle des maçons de Londres et celle des menuisiers de Manchester. « Dans les deux cas, les hommes étaient soutenus par des unions puissantes ayant une grande accumulation de fonds et le droit de lever des contributions extraordinaires. Dans les deux cas, les ouvriers ont échoué. »

Suivent de hautes considérations sur la cause de ces échecs. Voici le remède : « Les unions doivent avoir une base plus solide. L'autorité directrice doit être renforcée. L'organisation devient rapidement une science, demandant pour la diriger avec succès des hommes d'Etat expérimentés. Il faut augmenter les revenus des unions (c'est-à-dire les contributions) et étendre leur influence... »

Au sujet des grèves de cotonniers dans le Lancashire, « le Comité a peu de choses à dire sur les émeutes qui ont eu lieu dans ce lamentable conflit. **Les malfaiteurs ont été punis.** Nous devons seulement remarquer que les chefs des unions ont employé tout leur pouvoir et ont complètement réussi à empêcher les membres de commettre des infractions à la loi. Nous espérons ardemment que de pareilles luttes n'auront plus lieu dans notre patrie. Personne plus que le Comité parlementaire ne regrette les conflits sans cesse renaissants entre le capital et le travail. Les ouvriers ne demandent que le salaire nécessaire pour soutenir leurs familles et payer les impôts toujours croissants. » Le discours se termine par une éloquente péroraison sur l'immense avenir des Trades-Unions.

Le soir, grand meeting public présidé... par le maire de Bristol, pour protester contre... l'introduction avec prime du sucre étranger!!

Mardi, 10. — Le président élu F. Jones prononce son adresse inaugurale ou discours ministre, dissertation passablement nageuse sur les grands principes: Liberté individuelle, conciliation, arbitrage, sainteté de la cause du Travail, etc. Après cela, discussion autour du rapport lu hier, et son adoption.

M. Macdonald, député ouvrier, déjà loué par le président, vient compléter son propre éloge. Et le fait est que dans sa lutte à propos de la responsabilité des patrons il

n'a rien obtenu du tout. Non seulement il a été joué, mais il s'est conduit pleutrement. Un jour, il a paru pris d'une belle indignation en voyant son *bill* sans cesse renvoyé à plus tard, et il a dit quelques vives paroles que nous nous étions hâtés d'applaudir en leur temps, mais quand vint enfin le tour de son *bill*, à la dernière séance, il reçut aimablement une remise aux calendes grecques et se comporta de manière à mériter les éloges du *Journal* de la cour. Ça ne l'a pas empêché de raconter ses exploits à sa manière, de recevoir les félicitations de ses compères et les applaudissements des badauds.

Le *Mercredi* se passe à écouter des sortes de conférences faites par l'avocat Crompton sur la juridiction sommaire des magistrats; par M. Morley sur l'excès de production, contenant de très-hautes considérations politiques, la dernière concluant « à ce grand fait que les employeurs et les ouvriers coopèrent dans une égale mesure à la civilisation humaine, et sont des associés au service de l'univers ! » Puis on banquette.

Le *Jeudi* est plus intéressant. On prend en considération une lettre démontrant par l'exemple de la grève des maçons de Londres, la nécessité d'une organisation internationale. Cette lettre émane de l'association internationale du Travail (ne pas confondre avec l'Assoc. intern. des Travailleurs), jeune société d'une douzaine de membres habitant Londres. Une résolution est votée pour rendre les fonctions de jurés accessibles aux ouvriers avec indemnité.

Ici se place une petite querelle qui montre la largeur d'esprit de MM. Broadhurst et compagnie. Mesdemoiselles Simcox et Brown veulent que le gouvernement nomme des *inspecteurs femelles* pour les ateliers où travaillent les femmes. M. Broadhurst répond « que les femmes ont toujours été opposées aux inspections. Parler de faire inspecter les brebis par des loups n'est rien auprès de l'idée de nommer des dames inspectrices. (Rires??) Il prie le congrès de ne rien faire d'aussi ridicule. Il doute même de la sagesse d'envoyer des femmes à ce congrès, parce que, sous l'influence de l'émotion, elles peuvent voter des choses qu'elles regretteront dans des moments plus calmes. » Et M<sup>lle</sup> Patterson de s'écrier avec candeur que « les hommes veulent manger tout seuls les pains et les poissons » Concluons que remplir une fonction c'est pour les hommes comme pour les femmes ce que nous appelons presque de même en français : « faire son beurre. »

Les femmes ont pourtant 40 voix contre 33.

*Vendredi* : Comptes financiers. Le Comité a dépensé environ 17,000 francs; il lui reste 3000 francs en caisse. Puis on rediscute la question du sucre, qu'un membre, au grand scandale de la réunion, trouve plus faite pour un congrès de science sociale que pour celui des *Trades-Unions*.

On s'occupe de l'explosion récente à Abercane (pays de Galles). Cette dernière année, trois grandes explosions (sans compter les petits accidents ordinaires) ont causé la mort de 700 mineurs. On passe aux résolutions pour la mise en pratique de la fédération des divers métiers, et l'extension du droit de suffrage dans les campagnes.

*Samedi, 14 sept.* — Dernière séance. — Lettre émanant d'une autre contrefaçon de la seule vraie Internationale, le Conseil de

la ligue fédérale universelle des travailleurs, condamnant le gouvernement français à propos de l'interdiction du Congrès socialiste à Paris, et proposant sa réunion prochaine à Londres. La proposition n'est pas prise en considération. — Edimbourg est choisi comme lieu de réunion du prochain congrès des *Trades-Unions*.

Résolution proposée contre les journaux bourgeois qui refusent ou font payer double les annonces des grévistes. — Discussion sur la coopération. Notons avec plaisir l'apparition d'un premier soupçon que la coopération pratiquée pour une portion seulement des travailleurs, pourrait avoir pour résultat l'abaissement des salaires. Nous savons cela depuis longtemps, mais ici ce n'est pas une petite nouveauté; 29 membres ne sont qu'à moitié favorables à la coopération, que 40 persistent à considérer comme une panacée. Puis, diverses affaires de détail, et le boniment annuel: envoyez au parlement des représentants ouvriers capables; le besoin se fait, paraît-il, sentir de quelques Bart et Macdonald de plus. Enfin, élection du Comité parlementaire pour l'année 1878-79. M. Broadhurst est réélu secrétaire à l'unanimité. — Le comité spécial a recueilli 20,000 fr. pour la souscription Odger; sa veuve reçoit fr. 31.25 par semaine, et le reste sera à sa mort partagé entre ses enfants.

#### Belgique.

Nous sommes dans une période de transition. Partout, à Verviers comme à Bruxelles, au Congrès trimestriel de la Fédération de la vallée de la Vesdre comme à la conférence régionale, tout le monde s'agite pour déterminer le choix du meilleur moyen d'agitation qu'il faut adopter.

A l'ordre du jour du Congrès trimestriel qui vient d'avoir lieu à Verviers, figurait la question de la participation à la politique. La Fédération de la vallée de la Vesdre est, on le sait, d'opinion anarchiste; elle ne croit pas que l'Etat puisse émanciper la classe ouvrière, mais sachant que cette institution est une garantie du capital, elle veut qu'on la fasse disparaître. Mais, comme moyen actif d'agitation, elle désire depuis quelque temps participer aux questions politiques. Le Congrès de Verviers lui a donné satisfaction en votant « que des meetings seraient organisés pour faire comprendre aux ouvriers qu'il y a des droits politiques qu'ils ne peuvent pas exercer, et des droits économiques, comme la propriété collective, qu'ils doivent revendiquer. »

Tout le monde n'est cependant pas d'accord à Verviers pour se lancer dans cette participation à la politique. On nous raconte que les petits commerçants de cette localité ont formé une « Union » pour combattre aux élections communales du mois d'octobre les gros bourgeois qui siègent à l'Hôtel-de-Ville. Naturellement, ils ont offert une candidature aux ouvriers, afin de rallier les suffrages de ceux qui peuvent voter; mais le comp. Fluse, membre de l'Internationale, à qui des avances ont été faites dans ce sens, les a nettement repoussés.

Le mouvement inverse s'est produit à la Conférence. Des hommes qui avaient été jusqu'ici de vrais politiques, se sont rapprochés de l'abstention en matière politique.

Le cit. Prins, délégué d'Anvers, demande au nom de la section anversoise, que

l'Internationale ne s'occupe d'aucun mouvement politique et qu'elle ne se compromette avec aucun parti. Le cit. *Callevaert* dit que la même section veut laisser tout mouvement politique en dehors de l'Internationale, comme dangereux; pour obtenir les droits naturels et imprescriptibles de l'être humain, la section usera de tous les moyens en son pouvoir. *Steens* refuse de prendre part à tout mouvement électoral et, au nom de la section de Bruxelles, il se rallie aux principes de l'Internationale. *May*, de Liège, trouve que les travailleurs n'ayant pas le suffrage universel en Belgique, ils ne peuvent intervenir dans les débats électoraux; il pense qu'ils ne doivent rien mendier aux gouvernements bourgeois, pas même le suffrage universel.

Nous sommes donc, en Belgique, les témoins de deux mouvements inverses. Les uns, anciens abstentionnistes, vont vers la participation à la politique; les autres, jadis politiques, en viennent à l'abstention. S'il nous était permis de donner ici notre opinion, il nous semble qu'il ne faudrait être absolu d'aucun des deux côtés, et rallier toutes les opinions autour de cette moyenne: s'abstenir dans toutes les agitations politiques capables de donner de la vie à l'Etat; prendre parti pour ces agitations, lorsque *sans atteinte à nos principes* elles conduisent à sa destruction.

P. S. — Le Congrès international est remis à l'année prochaine.

#### Etats-Unis.

Depuis la grande grève de juin 1877, le socialisme et l'organisation ouvrière font de rapides progrès dans les Etats-Unis d'Amérique.

Les fractions, entre lesquelles les organisations ouvrières s'étaient partagées, se fusionnent ou plutôt se fédèrent pour une action commune, tout en conservant leurs programmes. De nouvelles organisations se fondent dans divers métiers et acceptent des programmes socialistes plus ou moins tranchés. Tantôt nous apprenons la formation d'un groupe de métiers fédérés de 45 mille hommes, tantôt nous lisons l'adhésion de tel groupe de métiers à l'*International Labor Union*. Le travail d'organisation se poursuit partout, sur le principe de l'autonomie des groupes et des fédérations. Quelle que soit la diversité des programmes et la différence des moyens d'action dans ces divers groupes, le but est partout le même: guerre aux capitalistes. De nouveaux journaux se créent de jour en jour, et ils sont tous unanimes à prêcher une chose: la haine aux capitalistes.

Enfin, des manifestations grandioses se font de temps en temps et elles réclament par les inscriptions de leurs larges bannières: la lutte contre le capital. Sur ces entre-faites, la petite guerre, celle des grèves, se poursuit aussi et ne fait qu'accumuler les haines.

Bref, le mouvement socialiste a reçu de la grande grève-insurrection de juin 1877 une impulsion et une direction qu'aucune propagande orale n'aurait pu lui communiquer.

Il est vrai, comme je le disais en commençant, que les programmes des divers partis sont très-variés. Il y en a qui visent à la politique, aux élections, au sénat: ce sont pour la plupart des Allemands. D'autres qui ont pris part à quelques élections municipales, là où ils étaient certains du succès. Enfin, le grand nombre pose comme

but immédiat de l'agitation la journée de 8 heures, et les plus avancés parmi ceux-là préparent en sourdine les grèves-soulèvements comme celle qu'ils ont su si bien préparer l'autre année. Ces derniers s'organisent *militairement* : on se pourvoit d'armes, on se forme en divisions militaires, on s'exerce au tir, on fait des exercices de troupiers; et si le parti allemand aux Etats-Unis a protesté contre l'imputation qui lui avait été faite de se donner une organisation militaire, — bon nombre d'ouvriers américains et irlandais poursuivent activement cette organisation.

On se prépare à la lutte.

D'autre part, on entre aux Etats-Unis en plein féodalisme. Oui, en plein féodalisme industriel. Il nous semble inutile de raconter quelle est l'influence acquise par les grands commerçants et les grands industriels dans les gouvernements des Etats et de la Fédération. Nous avons parlé autrefois de l'omnipotence des grandes industries et surtout des grandes compagnies de chemin de fer. Celles-ci sont devenues de petits Etats dans l'Etat. Forts de leurs immenses territoires comme les barons du moyen-âge, et puissants par leurs capitaux, ils font la loi dans cet Etat que l'on nous montre en modèle, à force de corruption et de pression. Il ne manquait à ces féodaux modernes que des armées. Eh bien, maintenant ils en auront!

Une comp. de chemin de fer vient de se donner un petit corps de troupe de 140 hommes, parfaitement armés de fusils et de revolvers, et militairement organisés. Cette troupe est chargée, en cas d'insurrection ouvrière, de défendre les propriétés de la compagnie. L'Etat n'étant pas en force pour les défendre, ils se défendent eux-mêmes, sauf, si l'envie le en prend, à faire plus tard la guerre à l'Etat.

Dans « la République modèle, » nous marchons donc au féodalisme.

Entre le féodalisme moderne et le féodalisme ancien, il y a pourtant une différence; et cette différence en vaut deux.

Autrefois, si le paysan s'insurgeait contre son seigneur, que perdait le baron? peu, en définitive. La richesse du seigneur était dans la terre et dans les produits de celle-ci; les outils de culture étaient de valeur médiocre, et encore le plus souvent appartenait-ils au paysan. Quand donc le paysan s'insurgeait, que pouvait-il faire à son seigneur, à moins de le surprendre en dehors de son château et de le tuer? brûler son blé? oui, mais si le produit était détruit, le capital, la terre, le principal donc, restait.

Aujourd'hui, les choses sont changées à l'avantage de l'ouvrier. Insurgé, le travailleur moderne ne détruit plus seulement la récolte, le revenu annuel, mais il détruit un dépôt de locomotives, de wagons; un pont qui coûte des millions; il brise des machines, il brûle la manufacture; en un mot, il détruit le *capital*.

L'avantage, on le voit, n'est pas mince, et comme on rentre en plein moyen-âge, les ouvriers des Etats-Unis songent à en profiter au mieux de leurs intérêts.

## VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(Suite)

Avec cette absence de patriotisme qui do-

mine toutes les couches de la société française; avec cette guerre ouverte et désormais irrécusable qui existe entre ces classes; comment y aurait-il moyen de rétablir un Etat puissant? Dans ces conditions-là, toute la vieille sagesse du président de la République s'évanouit. Le massacre horrible de plusieurs dizaines de milliers de communards parisiens, tués avec leurs femmes et leurs enfants, la déportation tout aussi inhumaine d'autres dizaines de mille à la Nouvelle-Calédonie, tous ces sacrifices faits par Thiers deviennent — on le reconnaîtra — absolument inutiles.

En vain M. Thiers cherche à rétablir le crédit, la paix intérieure, l'ordre ancien et la force militaire de la France. L'édifice gouvernemental ébranlé tant de fois, et encore aujourd'hui ébranlé de nouveau dans sa base par l'antagonisme qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie, cet édifice craque, se lézarde et à tout moment menace de s'écrouler. Et comment alors un Etat aussi vieux, et atteint d'une maladie aussi incurable, pourrait-il lutter contre l'Etat allemand qui est jeune et qui, jusqu'à ce moment, est très-sain?

Je le répète, désormais le rôle de la France comme puissance prépondérante est terminé. Le temps de sa puissance politique est passé d'une façon aussi irrévocable que le temps de son classicisme littéraire, monarchique et républicain. Chez elle, toutes les anciennes bases de l'Etat sont pourries. et c'est en vain que M. Thiers s'efforce de reconstruire sur ces bases sa république conservatrice, c'est-à-dire l'ancien gouvernement monarchique sous une étiquette pseudo-républicaine et rajeunie. C'est vainement aussi que M. Gambetta, le chef du parti républicain actuel, héritier prévu de M. Thiers, promet de construire un nouveau gouvernement, un gouvernement soi-disant franchement républicain et démocratique, sur des bases pour ainsi dire nouvelles, puisque ces bases n'existent pas et ne peuvent pas exister.

Un Etat sérieux et puissant ne peut avoir aujourd'hui qu'une base solide — la centralisation militaire et bureaucratique. Entre la monarchie et la république la plus démocratique il existe une seule différence essentielle : dans la première, une bureaucratie de fonctionnaires opprime et pille le peuple au suprême profit des classes possédantes et privilégiées, ainsi qu'au profit de ses propres poches, et cela se fait au nom du monarque; en république, elle opprime et pillera le peuple dans la même mesure et au profit des mêmes poches et des mêmes classes, mais la chose se fera au nom de la volonté populaire. En république, le soi-disant peuple, le *peuple-légal*, que le gouvernement est supposé représenter, opprime et opprime le peuple vivant, le peuple réel; et le peuple ne se sentira pas mieux parce que la canne avec laquelle on le fouaille, s'appellera « canne du peuple. »

La question sociale, la passion de la révolution populaire a embrasé le prolétariat français. Il faut satisfaire cette passion, l'apaiser ou la dompter. Mais on peut la satisfaire seulement le jour de l'écroulement de toute violence gouvernementale, ce dernier rempart proposé à la défense des intérêts bourgeois. Ainsi aucun gouvernement, pour tant que ses formes soient démocratiques, même la république *politique* la plus rouge, populaire seulement dans le sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, ne peut donner au peuple ce qu'il lui faut : une libre organisation de ses intérêts faite de bas en haut, sans aucune intervention, sans aucune tutelle, sans aucune violence d'en haut; tout gouvernement, en effet, même le plus républicain, le plus démocratique, même le gouvernement pseudo-populaire imaginé

par M. Marx ne présente en soi essentiellement rien autre chose qu'une gérance des masses par en haut, une gérance par une minorité intelligente (nous entendons par ce mot la minorité de ceux qui ont pu recevoir une bonne éducation), par conséquent par une minorité de privilégiés qu'on suppose plus capable de connaître les intérêts du peuple que le peuple lui-même.

Ainsi les classes possédantes et dirigeantes ne peuvent donner satisfaction à la passion et aux exigences populaires. il leur reste donc un seul moyen, la *violence gouvernementale*; en un mot le *gouvernement* puisque le gouvernement, c'est la violence, la domination par la force, masquée, si possible, mais franche et sans gêne dans les cas extrêmes. Or, M. Gambetta est, aussi bien que M. Thiers lui-même, représentant des intérêts bourgeois; comme lui, il veut un gouvernement fort et une domination sans réserve de la classe moyenne; seulement, il joindrait peut-être à cette classe tous ces ouvriers devenus petits bourgeois, qui ne forment qu'une fraction insignifiante dans la masse du prolétariat français. Toute la différence entre M. Gambetta et M. Thiers consiste en ce que ce dernier, imbu des préjugés et des préventions de son temps, cherche l'appui et le salut seulement dans la bourgeoisie riche, et regarde avec méfiance les 10 ou 100,000 nouveaux prétendants à la gérance, qui émergent de la toute petite bourgeoisie et de cette partie de la classe ouvrière qui tend à devenir bourgeoise, tandis que M. Gambetta, repoussé par les hautes classes qui ont jusqu'aujourd'hui gouverné exclusivement en France, cherche à fonder son pouvoir politique et sa dictature démocratico-républicaine, en s'appuyant justement sur cette majorité énorme et purement bourgeoise restée jusqu'à ce jour en dehors de tous les profits et de tous les honneurs de la gérance gouvernementale.

M. Gambetta est convaincu, et nous croyons que c'est avec raison, que dès qu'à l'aide de cette majorité, il se sera emparé du pouvoir, les plus riches classes, banquiers, grands propriétaires, commerçants, industriels, en un mot tous les spéculateurs de quelque importance, enrichis par le travail du peuple plus que les autres, s'adresseront à lui; qu'ils l'accepteront, rechercheront son alliance et son amitié, ce qu'il ne leur refusera pas, car il sait fort bien, en véritable homme d'Etat qu'il est, qu'aucun gouvernement et surtout aucun gouvernement fort ne saurait exister sans cette amitié et cette alliance.

On doit conclure que le gouvernement de M. Gambetta sera aussi oppresseur et aussi ruineux pour le peuple que ceux qui l'ont précédé, qui étaient plus francs, mais pas plus violents. De plus, comme ce gouvernement sera revêtu de formes plus largement démocratiques, il garantira plus fortement et plus sûrement à la minorité riche et cupide une exploitation plus large et plus tranquille du travail populaire.

En homme d'Etat d'école récente, M. Gambetta ne craint pas la mise en jeu des plus larges formes démocratiques, ni le droit du suffrage universel. Mieux que tout autre il sait combien ces formes apportent peu de garanties au peuple et, au contraire, combien plus aux personnes et aux classes qui exploitent ce peuple. Il sait que jamais le despotisme gouvernemental n'est aussi fort et aussi horrible que lorsqu'il s'appuie sur la prétendue représentation de la soi-disant volonté populaire.

(A suivre.)